

## Embouteillages record et retards de trains en cascade : mais pourquoi la France est-elle incapable de faire face à un épisode neigeux 100% prévu ?



Les chutes de neige apportent toujours leur lot de marronniers: transports bloqués, routes impraticables, pagailles en série, même avec quelques centimètres de neige. Les 700 kilomètres de bouchon en Ile-de-France illustrent l'incapacité systémique de nos services publics obsolètes à couvrir les risques élémentaires de la vie collective.

Avec Éric  
Verhaeghe

Même Alain Juppé s'est plaint du service ferroviaire délivré par la SNCF sous la neige. Pour que l'ancien Premier Ministre ose une critique aussi frontale contre une quasi-institution républicaine, il faut vraiment que nous nous apprêtions à toucher le fond. De fait, chaque chute de neige, même minime, même parfaitement prévisible, produit sa traditionnelle pagaille qui rappelle l'incapacité de nos services publics à améliorer leur efficience...

5cm de neige, BORDEAUX-PARIS 4h. Bravo à la SNCF☹

— Alain Juppé (@alainjuppe) [6 février 2018](#)

### Les chutes de neige et leurs bouchons si prévisibles...

On pourrait pourtant imaginer qu'à la suite de chaque épisode neigeux qui paralyse le pays, nos services publics, dans une démarche qualité que n'importe quelle entreprise privée serait sommée de mettre en place, fassent la liste de ce qui n'a pas fonctionné et prennent des mesures efficaces pour éviter que cela ne se reproduise. Eh bien! si (on veut bien l'imaginer) d'interminables réunions doivent avoir lieu chaque année pour papoter sur les difficultés à venir, aucune décision efficace n'y est prise et la France paraît toujours aussi désespérée et fragile lorsque l'hiver arrive.

D'où la sempiternelle redite, et le sempiternel recommencement du même désordre à chaque chute de quelques flocons. D'où le blocage rituel de la plus grande zone de conurbation d'Europe – l'Ile-de-France, comme si la neige y était exceptionnelle...

On se demande comment font les villes canadiennes ou scandinaves, de taille bien plus modeste, pour ne pas être paralysée lorsque plusieurs dizaines de centimètres de neige tombent en une seule fois.

### L'inefficience patente de nos services publics

Chacun pourrait imaginer qu'exceptionnellement, nos services publics soient pris au dépourvu dès que la neige se met à tomber. Mais

---

la chute de neige est habituelle au nord de la Loire, et celle qui sévit cette semaine était connue depuis au moins dimanche. Malgré cette parfaite prévisibilité, la N118, artère vitale pour l'Île-de-France, se retrouve bloquée pour quelques centimètres de neige.

Officiellement, [la ministre en attribue de 15 à 17](#) sur cet axe sensible. La même ministre explique qu'il a fallu fermer cette route « par précaution ». Elle ajoute que 70 déneigeuses sont mobilisées dans la nuit.

Mais alors, si la ministre savait que les services ne pouvaient intervenir par anticipation, pourquoi ne pas avoir appelé les franciliens à rester chez eux aujourd'hui par précaution, ou pourquoi ne pas leur avoir déconseillé la voiture? Le sens de la précaution est décidément une notion fluctuante au gré des événements.

En outre, les mauvais esprits souligneront que la bonne méthode pour traiter une couche importante de neige suppose non pas de saler la route, mais de racler la neige avec des chasse-neiges. Pourquoi ceux-ci ne sont-ils pas intervenus sur les axes vitaux dans la soirée? On aimerait le savoir.

Il reste au total une évidence: les services publics n'ont pas mis en place des mesures efficaces pour garantir la libre circulation sur les grands axes de la ville la plus peuplée d'Europe continentale en cas de chute d'une dizaine de centimètres de neige. On croit rêver, mais c'est pourtant vrai.

## **L'inefficacité du service public, une plaie française**

On n'en finirait pas ici d'égrener l'impressionnante liste des naufrages qui montrent l'incapacité des services publics à faire un usage efficace des 57% de PIB qu'ils consomment chaque année.

On parle ici des routes qui se bloquent dès qu'une pellicule de neige les recouvre. On pourrait aussi parler des services de renseignement qui n'ont pas empêché l'attentat de Saint-Étienne du Rouvray, ou qui ont eu des réactions désastreuses lors de la tragique tuerie du Bataclan. On pourrait aussi parler du cataclysme éducatif, avec des établissements fermés pendant plusieurs mois sans stratégie alternative, des classes privées d'enseignants pendant de longues périodes, et un niveau éducatif général qui s'effondre.

On pourrait aussi parler des hôpitaux publics où la souffrance des personnels trahit un malaise généralisé, malgré un endettement permanent du système sanitaire. On pourrait parler de ces médicaments vitaux qui coûtent trop cher pour être remboursés par la sécurité sociale. On pourrait parler de ces fraudes aux aides sociales devant lesquelles la sécurité sociale se croise les bras au nom d'une sensiblerie tout à fait coupable.

En réalité, le service public français, protéiforme, lourd, complexe, n'est plus en mesure d'assumer ses missions fondamentales. On a beau nous répéter que l'État, c'est plus moral que le marché, que l'État, c'est l'intérêt général quand l'entreprise c'est le méchant intérêt particulier, une évidence s'impose en France: l'État ne fonctionne plus.

## **Problème de moyens ou problème de management?**

On connaît la pleurnicherie traditionnelle selon laquelle l'État manquerait de moyens pour assumer ses missions. C'est évidemment une imposture qu'il est facile de démonter ligne après ligne pour peu qu'on ouvre les yeux en dépassant les cécités idéologiques.

L'action publique française est la plus coûteuse de l'OCDE. Avec 57% du PIB recyclé en action publique, les pouvoirs publics français sont les mieux dotés du monde industrialisé. En grattant bien, on remarquerait d'ailleurs que cette dépense n'a jamais aussi peu servi à investir et n'a jamais autant servi à des charges de fonctionnement.

Certaines sont scandaleuses, comme [les salaires des hauts fonctionnaires de Bercy](#), épinglés par la Cour des Comptes sans que Bruno Le Maire, toujours prompt à donner des leçons de morale aux entreprises, ne prenne la moindre mesure pour rétablir la légalité dans ses services. Il serait intéressant que les hauts fonctionnaires en question publient leur fiche de paye. Le buzz qui s'ensuivrait remettrait quelques pendules à l'heure sur le prétendu manque de moyens de l'État.

Le même mot d'ordre pourrait s'appliquer à l'Éducation Nationale, où des sommes colossales qui devraient servir aux élèves servent en réalité à nourrir une caste bureaucratique dans les rectorats et les administrations centrales. Le même prisme pourrait servir à comprendre le budget des universités, où le nombre d'administratifs rapportés au nombre d'étudiants est colossal.

Dans tous ces exemples, une certitude apparaît: le gras, l'obèse service public français, est devenu si lourd et si peu agile qu'il n'est plus capable d'assumer ses missions fondamentales. Avec 57% de PIB, il ne parvient pas à délivrer les services pour lequel il existe.

Non parce qu'il manque le moyen, mais parce qu'il n'est pas managé.

[Cet article a été initialement publié sur le site Décider et Entreprendre](#)